



DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
> administration

ARRÊTÉ

AUTORISATION OCCUPATION TROTTOIR

RUE DES JONQUILLES

FACE AUX NUMEROS 856 ET 870

Date : 19 JUIN 2023

N° : ARR. SST. 2023 0183

Le maire de la Ville de Saran,

Vu l'arrêté n°2020.94 du 28 mai 2020, portant délégation à José SANTIAGO, 5ème Adjoint en charge de l'espace public, le patrimoine et l'environnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

Considérant la nécessité d'autoriser l'occupation du trottoir situé face aux numéros 856 et 870 de la rue des Jonquilles par l'entreprise LE PETIT COUVREUR – 33 Bis Route Nationale – 45140 INGRE pour permettre la réalisation des travaux de couverture chez Madame PINAULT demeurant au numéro 2618 rue de l'Ancienne Route de Chartres.

ARRÊTE

Article 1 : A partir du 17 juillet 2023 pour une durée de 10 jours, l'entreprise LE PETIT COUVREUR est autorisée à occuper le trottoir face aux numéros 856 et 870 de la rue des Jonquilles pour permettre la réalisation des travaux de couverture chez Madame PINAULT demeurant au numéro 2618 rue de l'Ancienne Route de Chartres

Article 2 : Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- MM. Le Commandant de Gendarmerie
Le Commissaire Central de Police
Le Service de Police Municipale
Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,
Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire
Kéolis
Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,
- chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



José Santiago
adjoint délégué à l'espace public, au patrimoine et
à l'environnement